

12/03/09

## Séance du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis Discours de Claude Bartolone

Mes chers collègues,  
Mesdames et Messieurs,

Nous arrivons aujourd'hui au terme du long processus de préparation budgétaire qui doit nous mener dans les heures qui viennent à l'adoption de notre budget primitif pour 2009. D'une certaine manière, ce temps-là est un condensé de la difficulté de ce que j'appellerais « l'exercice présidentiel ».

Je le dis à chacun d'entre vous – de droite comme de gauche – avec toute mon amitié : à vous écouter depuis quelques semaines, nous devrions tout faire avec quasiment rien ! Nous devrions désendetter le département... tout en maintenant la fiscalité à son niveau... tout en investissant plus... tout en dépensant plus pour notre fonctionnement... tout en satisfaisant l'ensemble des demandes des communes... tout en rattrapant les inégalités territoriales...

Dans l'absolu, comment ne pas être d'accord avec chacune de ces propositions ? Mais, selon la formule consacrée, « gouverner c'est choisir ». Le budget 2009, c'est un peu cela : comprendre dans quelle situation nous sommes pour faire les bons choix, ceux qui touchent à l'essentiel. Et en l'occurrence, l'essentiel, ce sont les habitants de la Seine-Saint-Denis. Le reste n'a finalement que peu d'importance.

Le mois dernier, à l'occasion de notre débat d'orientations budgétaires, je vous décrivais le contexte dans lequel nous tenons nos travaux. Je le qualifiais de contexte de tous les doutes. Doute financier, économique et social avec la crise sans précédent que nous connaissons et qui est loin de s'achever. Doute politique avec la crise de confiance des Français dans leur gouvernement et dans leur président de la République. Doute institutionnel avec la remise en cause de l'existence des départements, qui est passée du stade de « mauvaise rumeur » à celui de « mauvaise proposition politique ».

Je voudrais en dire un mot. La commission Balladur a récemment présenté ses travaux.

On nous annonçait un « big-bang » territorial qui devait révolutionner le paysage politique français et marquer le quinquennat de Monsieur Sarkozy... Finalement, on nous parle d'une réforme pour 2014, à savoir deux ans après la prochaine élection présidentielle qui, par nature, sera amenée à trancher cette question.

On nous assurait d'une grande réforme républicaine en apesanteur de toute considération partisane... Finalement, on nous présente un tripatouillage de la carte électorale et des modes de scrutin qui ressemble fort à de la petite cuisine politicienne visant à reprendre, par la main institutionnelle, ce que les électeurs ont confié à la gauche par la main démocratique.

On nous promettait, pour la métropole francilienne, un grand saut dans la modernité... Finalement, on nous propose de ressusciter l'ancien département de la Seine – jugé caduque par le Général de Gaulle il y a un demi-siècle !

La commission Balladur est un acte manqué. Comme dirait un ancien président de la République, elle a fait « pschitt » ! J'en suis convaincu, sur ce dossier, nous aurions pu

12/03/09

dépasser les clivages partisans et aboutir à des propositions consensuelles. Les uns et les autres, de ma droite à ma gauche, nous portons des projets politiques différents. Mais, au-delà, nous sommes tous attachés à un bien commun : le consensus institutionnel qui nous donne les moyens de conduire ce projet politique. C'est de cela dont il s'agit lorsque nous parlons de réforme territoriale. Ce n'est malheureusement pas le chemin qui a été emprunté, et je le regrette.

Pourtant, nous avons besoin d'une réforme, et d'une réforme urgente ! Une réforme permettant de garantir dans les faits la compensation des transferts de charges ; une réforme pour installer la justice fiscale dans nos territoires à travers par exemple la mutualisation des droits de mutation à l'échelle régionale ou encore la suppression du ticket modérateur ; une réforme permettant d'aller plus loin dans les mécanismes de contractualisation entre les différents niveaux de collectivités ; une réforme qui place en son cœur les questions du logement, des transports, de l'environnement et du développement économique ; une réforme qui permet d'offrir les conditions de l'égalité républicaine sur chaque parcelle de notre territoire.

Je m'arrête là ; nous aurons l'occasion d'y revenir dans les jours qui viennent. En effet, je vous annonce que nous allons lancer une campagne institutionnelle de sensibilisation de l'opinion publique visant à faire connaître à nos concitoyens le rôle que joue notre collectivité, les coups qui lui sont portés par l'Etat – notamment en matière de transferts de charges non compensés – et la nécessité de lui donner les moyens d'agir, de protéger et d'innover. Rendez-vous est pris.

\*\*\*

Mes chers collègues, un mois après notre débat d'orientations budgétaires, les doutes demeurent. Pire, ils laissent place à un choc. Le choc des chiffres du chômage. Au mois de janvier, notre pays a enregistré 90 200 chômeurs supplémentaires, dont 12 100 en Ile-de-France et 1 630 en Seine-Saint-Denis. Désormais, ce ne sont plus seulement les CDD et les intérimaires qui gonflent les chiffres du chômage et on commence à constater une hausse significative des inscriptions à la suite d'un licenciement économique. Ajoutons que selon le président de l'Unedic, l'augmentation devrait dépasser les 300 000 chômeurs supplémentaires pour l'année 2009. Voilà encore une bonne raison de revenir sur la loi TEPA qui, en promouvant les heures supplémentaires, est un redoutable frein à l'emploi.

Désormais, la crise n'est plus virtuelle, mais bien réelle. Elle ne s'invite plus seulement dans les éditoriaux de nos quotidiens, mais aux guichets de nos services sociaux. Et lorsque nos concitoyens connaissent le chômage, la précarité et la peur du lendemain, cela n'est pas sans conséquence sur la santé de notre collectivité :

- Au moment où je vous parle, la crise de l'immobilier nous fait prévoir une baisse de nos recettes de 38 millions d'euros au titre des droits de mutation en 2009. Cela représente une chute de 25%.

- Dans le même temps, nous sommes frappés de plein fouet par les offensives répétées du gouvernement : le ticket modérateur nous prive de 36 millions d'euros cette année et sans doute autant l'année prochaine ; les transferts de compétences non compensés par l'Etat nous confisquent 491 millions d'euros depuis 2004.

12/03/09

La vérité de la calculatrice est implacable :  $38 + 36 + 491 = 565$ . Mes chers collègues, Mesdames et Messieurs, imaginez ce que nous aurions pu faire de ces 565 millions d'euros pour répondre à la Seine-Saint-Denis qui souffre...

\*\*\*

Alors, dans ce contexte de doute, de choc, d'abandon, qu'avons-nous à dire, nous Conseil général de Seine-Saint-Denis ? Eh bien tout simplement la vérité. Et la vérité, c'est que la situation financière dans laquelle nous nous trouvons est dangereuse. Suffisamment dangereuse pour nous contraindre à toucher aux taux de la fiscalité locale.

Permettez-moi de m'arrêter un moment sur la question de la fiscalité. Il y a deux façons d'aborder cette discussion. Ou bien l'on se cache, en espérant vainement que les habitants ne seront pas trop regardants. Ou bien l'on fait l'inverse. Pour ma part, j'ai choisi d'assumer un choix politique, notre choix politique.

Rappelons d'abord une évidence, nous ne sommes pas ennemis de l'impôt dès lors qu'il est juste et justifié. C'est grâce à l'impôt juste que nous finançons les services publics qui se tiennent aux côtés de ceux qui souffrent ; je pense à nos anciens, aux personnes handicapées ou dont la santé n'est pas bonne ; je pense à celles et ceux qui n'ont pas eu la chance de naître dans l'opulence, et à tous les autres qui ont connu un accident de la vie.

C'est grâce à l'impôt juste que nous investissons dans l'avenir de ce département, à travers l'intelligence, l'éducation, la société numérique, l'aménagement du territoire, les transports propres de demain... L'impôt, ce n'est pas une punition politique ; c'est un outil de solidarité et de répartition des richesses. Et d'ailleurs, soyons francs, ce n'est pas l'impôt qui incommoder les Français, mais l'utilisation qui en est faite. Les habitants veulent en avoir pour leur argent. Voilà notre feuille de route.

Je veux remercier les vice-présidents et l'administration pour les efforts qu'ils ont réalisés pour traquer toute dépense non-prioritaire au regard de nos contraintes budgétaires. Tout cela sous le regard attentif de Daniel Guiraud, qui a réalisé un travail remarquable. Parce que nous voulons faire de chaque euro de ce budget un euro utile à la vie de nos concitoyens, nous avons choisi de faire des économies sur les dépenses que nous avons jugées superflues. Je pense à la cérémonie des vœux bien sûr, mais aussi à la baisse symbolique de 10% du budget de la communication, et autant pour les frais publicitaires et de parutions diverses.

C'est grâce à ces efforts conjugués, qui ont fait l'objet de nombreuses réunions de concertation, que nous avons réussi à contenir l'augmentation de la fiscalité à 7%. Bien sûr, en temps de crise, un euro de plus, c'est toujours un euro de trop ! Mais je connais malheureusement bien des villes de notre département qui auraient aimé pouvoir contenir l'augmentation de leur fiscalité dans ces proportions.

En tant qu'élus du Conseil général de Seine-Saint-Denis, nous avons une double responsabilité : être sérieux et être audacieux. Etre sérieux car nous n'avons pas le luxe d'inscrire tout et n'importe quoi dans notre budget simplement parce que l'on n'a pas le courage de faire les choix qui garantissent l'équilibre, et de les assumer devant nos concitoyens. Etre audacieux car nous ne sommes pas simplement des gestionnaires. La politique, ce n'est pas seulement la capacité à faire correspondre une colonne de dépenses

12/03/09

avec une colonne de recettes. La politique, c'est de savoir déterminer des priorités pour le présent et pour l'avenir.

\*\*\*

Le présent, c'est la solidarité.

Nous touchons là au cœur de métier du Conseil général. On peut disserter de longues heures sur la complexité du monde, sur la fragmentation sociale, sur la pertinence ou non des concepts de la lutte des classes, de la main invisible ou que sais-je encore... Il n'en demeure pas moins que ce dont il s'agit lorsque nous parlons de solidarité, c'est de la raison d'être de la politique et de la gauche. A quoi servons-nous si ce n'est à réparer les injustices naturelles ? La Seine-Saint-Denis du 21<sup>e</sup> siècle ne saurait s'inventer, se construire en laissant ceux qui souffrent sur le bord du chemin. Je ne crois pas que la modernité puisse se satisfaire de l'abandon des plus fragiles.

Le chacun pour soi comme philosophie, la compétitivité comme religion et la course effrénée au profit, ont conduit notre société dans le marasme dans lequel nous sommes, à savoir un pays riche dans lequel on peut être salarié à temps-plein tout en dormant dans sa voiture ; un pays riche dans lequel on peut avoir trimé toute sa vie et disposer d'une retraite de misère ; un pays riche dans lequel des mères de famille guettent la sortie des poubelles de supermarchés pour trouver de quoi nourrir leurs enfants ; un pays riche dans lequel une grande entreprise, TOTAL, mêle l'indécence à la honte en annonçant la suppression de 555 emplois à un moment où elle connaît des bénéfiques records de 14 milliards d'euros. Tout cela sous le regard hébété du gouvernement.

Mes chers collègues, toutes ces valeurs font déjà partie du passé. La modernité, c'est la solidarité. La modernité, c'est de mettre tous nos outils politiques au service d'une ambition : que chacun, avec son histoire personnelle, ses origines sociales, sa couleur de peau, puisse connaître les conditions de l'égalité républicaine. Dans la Seine-Saint-Denis du 21<sup>e</sup> siècle, il doit y avoir de la place pour chacun et pour tout le monde.

Dès mon discours d'investiture, il y a un an, je vous disais que « du passé je ne fais pas table rase ». Je ne dévie pas de cette conviction. Nous avons une tradition politique dans ce département, c'est celle de la solidarité. Alors oui, j'assume un certain nombre d'actions lancées par mes prédécesseurs – notamment par Hervé Bramy – et que nous allons poursuivre en 2009 parce qu'elles sont une réponse à la crise. J'assume le remboursement à 50% de la carte Imagin'R et je souhaite même – si nos partenaires nous suivent et que les marges de manœuvre existent – trouver les moyens d'amplifier cette action, pourquoi pas à hauteur de 75%. J'assume la carte Améthyste et nous reconduisons cette aide qui permet à nos aînés de se déplacer gratuitement. J'assume la vaccination gratuite et l'aide à la cantine scolaire que nous poursuivons cette année encore. J'assume ces politiques publiques lancées dans les dernières années, j'en suis fier, et je veux qu'avec Jean-Charles Nègre et Pierre Laporte, nous allions plus loin encore sur le chemin de la solidarité.

- Alors en 2009, nous engageons une lutte contre le chômage avec la création d'un « Comité départemental de vigilance pour l'emploi ». De quoi s'agit-il ? Il s'agit de mettre en place un outil réunissant autour de la même table le Département, la Région, les syndicats et le patronat pour identifier le plus en amont possible les risques de destructions d'emplois en Seine-Saint-Denis, et nous mobiliser immédiatement pour étudier des solutions. Naturellement, Monsieur le Préfet sera invité à participer à ce comité de vigilance. L'existence d'un outil comme celui-là aurait été bien utile dans un certain nombre de

12/03/09

situations. Je pense par exemple aux salariés de l'usine Magnetto d'Aulnay-sous-Bois que je suis allé soutenir mardi 3 mars.

- De nouveaux « emplois-tremplins » ont été créés par la Région. Nous sommes en discussion avec Jean-Paul Huchon en vue de fléchir nombre de ces nouveaux emplois vers les habitants de la Seine-Saint-Denis.

- En partenariat avec la « Fondation Agir contre l'Exclusion » et la Région Île-de-France, nous lançons un dispositif expérimental à destination de jeunes du département. Il s'intitule : « Permis, sport, emploi ». Pendant 10 mois, une centaine de jeunes seront accompagnés. Ils suivront des formations (langue, informatique, savoir-vivre), passeront le permis de conduire, participeront à des stages sportifs, et se verront offrir, pour finir, un emploi auprès d'une entreprise du département. Ce dispositif aura vocation, s'il est un succès, à être étendu.

- Nous mettons en place également le microcrédit social. Le microcrédit social permet d'emprunter des sommes allant jusqu'à 3000 € sur une durée de 12 à 36 mois, avec un taux d'intérêt avantageux, dans un cadre protégé et réglementé, à des personnes exclues du système bancaire et ayant un projet personnel à financer (permis de conduire, achat ou réparation de véhicule, logement, soins dentaires...). Ce nouvel outil d'insertion ne remplace pas les aides existantes mais vient compléter les outils déjà disponibles pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle. Durant le crédit, l'emprunteur s'engage à suivre un accompagnement personnalisé.

- Pour le logement, avec Stéphane Troussel, nous nous engageons notamment dans la lutte contre l'habitat indigne. Notre programme mobilise 6 millions d'euros avec une montée en charge progressive d'ici à 2014. Dès cette année, nous lançons un diagnostic permettant d'établir des priorités d'action autour des problématiques de santé publique et de restructuration urbaine. Au printemps, nous débuterons la première opération.

- Nous déployons un effort accru pour le financement des structures d'accueil de la petite enfance, et nous consacrons 5,3 millions d'euros à l'ADAJE, cette aide d'un montant de 50 à 120 euros par enfant. L'idée n'est pas simplement d'aider les parents qui ont la chance de bénéficier d'une assistante maternelle ; c'est aussi d'en faire profiter de nouvelles familles. En janvier 2009, ce sont 5200 familles qui en ont déjà bénéficié, avec la bouffée d'oxygène que cela représente en terme de pouvoir d'achat. Ce n'est pas Pascal Popelin, en charge de ce dossier, qui me contredira.

- Par ailleurs, pour faire suite à la proposition du président du groupe communiste, Gilles Garnier, nous nous tiendrons aux côtés des communes aux ressources les plus faibles bénéficiant d'un programme de renouvellement urbain, qui souhaitent recevoir l'aide du département pour la rénovation de leurs groupes scolaires. Dès ce budget primitif, je vous propose d'inscrire 5 millions d'euros en autorisations de programmes. Soyons clairs, il ne s'agit pas d'une compétence du département et il n'est pas question qu'une telle politique vienne se substituer au retrait de l'Etat sur les projets de renouvellement urbain. C'est pourquoi, seules les communes les plus en difficultés seront éligibles à ce dispositif. Mes chers collègues, vous le voyez, il n'est pas question de se cacher derrière la crise et le désengagement de l'Etat, pour rogner nos dépenses en direction des plus fragiles. Notre budget est un budget anti-crise. En 2009, nous sommes au rendez-vous de la solidarité.

\*\*\*

Dans le même temps, il est hors de question de faire de la préparation de l'avenir le parent pauvre de notre budget anti-crise. Je refuse, nous refusons de faire des plus jeunes générations des générations sacrifiées. Avec le budget 2009, nous affirmons que l'avenir du département passe par sa jeunesse, son attractivité économique et sa dynamique de développement durable.

C'est pour cette raison qu'avec Mathieu Hanotin, nous nous mobilisons pour le collège.

- Nous consacrons un effort sans précédent en faveur d'un plan de rénovation, de modernisation et de sécurisation des collèges, en portant notre budget à 22,4 millions d'euros, alors que la dépense réalisée en 2008 est de 18,9 millions d'euros. Il s'agit là d'une augmentation de près de 20%. Ces travaux seront effectués dans le cadre de la charte de sécurisation des collèges que j'ai eu l'occasion de signer l'année dernière avec le Préfet et l'Inspecteur d'académie.

- Une attention particulière est portée aux nouvelles technologies, avec la mise en place de nouveaux espaces numériques de travail. Dans la dynamique de Débitex – ce projet suivi par Bally Bagayoko – nous allons permettre qu'entre 2009 et 2014, chaque collège de Seine-Saint-Denis soit raccordé à la fibre optique.

- La dotation de coupon informatique pour les élèves de 6<sup>e</sup> est reconduite.

- Par ailleurs, trop souvent, les équipes éducatives souffrent de conditions de travail détériorées par des petites réparations quotidiennes non effectuées. En septembre dernier, nous avons lancé EMIR, l'équipe mobile d'intervention rapide. Pour permettre à nos enfants d'étudier dans des conditions normales et aux enseignants d'assumer leurs missions sans contraintes matérielles, nous améliorons l'efficacité et la réactivité de l'entretien et de la maintenance des collèges.

- Nous amplifions l'intervention des éducateurs de la prévention spécialisée et nous engageons un dispositif de lutte contre le décrochage scolaire. De même, nous proposons des activités nouvelles aux collégiens d'une vingtaine d'établissements le samedi matin.

- Il en va de même pour le sport avec la mise en place progressive d'un centre de formation sportif au stade départemental de la Motte, et la création d'un nouveau dispositif de soutien aux athlètes de haut niveau en perspective des jeux olympiques. Azzedine Taïbi suivra ce dossier de près. En effet, la Seine-Saint-Denis a brillé à Pékin en 2008 et nous avons su lui dire merci. A nous d'être au rendez-vous de Londres 2012 en nous y préparant dès maintenant.

- Enfin, un plan d'action sera lancé pour lutter contre les discriminations. Deux axes seront privilégiés : l'accès à l'emploi et l'accès au logement. Il est inacceptable qu'en France, au 21<sup>e</sup> siècle, certains de nos concitoyens puissent encore se sentir étrangers dans leur propre pays. En Seine-Saint-Denis, plus qu'ailleurs, nous avons la responsabilité d'apporter une réponse politique à ce questionnement républicain.

- Concernant la politique culturelle du département, nos grandes orientations s'inscriront en 2009 dans une logique de continuité. La culture, c'est une marque de la Seine-Saint-Denis ; c'est aussi un outil d'ouverture au monde plus que jamais nécessaire car on sait bien qu'une crise économique génère toujours des mécanismes de repli sur soi. Dans ce cadre, avec Emmanuel Constant, j'ai souhaité que le collège soit au cœur de notre politique culturelle.

« La culture et l'art au collège », nouveau plan départemental, sera mis en œuvre dès la rentrée scolaire 2009. Fondé sur le principe de mettre en place trois parcours culturels par établissement, il s'agit chaque année de proposer à des groupes de classes de pratiquer une discipline artistique encadrée par un artiste engagé dans la création et un enseignant, de proposer des sorties culturelles en rapport avec l'artiste présent, et de prendre le temps de restituer ce travail. Ce dispositif mobilisera naturellement la ressource culturelle locale, permettra de soutenir l'emploi artistique, et bénéficiera chaque année à 9 000 collégiens.

Dans le cadre de la préparation budgétaire, certains d'entre vous ont exprimé des inquiétudes concernant la mise en place d'un mécanisme d'appel d'offre en direction des associations culturelles. Je les ai entendues et il est hors de question de laisser ces doutes sans réponse. C'est pourquoi l'exécutif se réunira dans les semaines qui viennent afin de rouvrir la discussion, pourquoi pas autour de la notion d'appel à projets. Tout est ouvert.

Mes chers collègues, préparer l'avenir, c'est aussi répondre au défi du développement économique pour l'emploi. En la matière, je ne cesserai de le dire, tout commence par les transports.

- Avec Corinne Valls, nous augmentons de 26% les investissements en direction des transports en commun, portés à 34,8 millions d'euros. Sont particulièrement concernés les projets de tramways Saint-Denis-Sarcelles, Saint-Denis/Epinay/Villetaneuse, le prolongement du T1 de Saint-Denis vers Asnières et Gennevilliers, les opérations d'amélioration des lignes d'autobus du plan de déplacement urbain et l'accompagnement du prolongement de la ligne 12 du métro.

- Un projet de requalification urbaine d'ensemble sur la RN3 est engagé en lien avec les communes concernées, comprenant notamment la mise en place d'une ligne de transport en commun en site propre sous la forme d'un autobus à haut niveau de service.

- L'effort pour la voirie est amplifié notamment avec les requalifications des ex-RN2 – 17 au Blanc-Mesnil et à Dugny, de la RN2 à Aulnay-sous-Bois et le prolongement de la RD28 à l'Est.

L'enjeu est simple : rendre notre territoire le plus attractif possible. C'est tout le sens de notre décision de fusionner la SODEDAT et la SIDEC qui renaissent sous le nom de « Séquano Aménagement ».

Par ailleurs, à l'heure où notre pays échoue économiquement, avec les conséquences sociales que cela entraîne ; à l'heure où la France se trouve menacée de n'être réduite qu'à une destination touristique, la Seine-Saint-Denis, de par sa jeunesse, sa position stratégique, son foncier disponible, le prix de son m<sup>2</sup> et son maillage de transports, peut être le lieu où tout redémarre. Cela signifie un département qui renoue avec l'emploi, et un pays qui gagne le pari de la mixité économique, sachant allier industries, services et hautes technologies. Avec Gilbert Roger, voilà la stratégie que je vous propose d'adopter pour la Seine-Saint-Denis.

- C'est pour faire valoir les atouts du département et rééquilibrer le développement économique sur tout le territoire, que nous avons décidé de nous doter de notre Agence de développement « Seine-Saint-Denis Avenir ». Dotée de 3 millions d'euros de budget (contre 2 millions pour l'ancien COMEX) ses missions sont renforcées : promouvoir l'économie de la Seine-Saint-Denis / prospecter, provoquer et accompagner l'installation et le développement

12/03/09

des entreprises / faire de la Seine-Saint-Denis le laboratoire du développement durable de la ville dense / soutenir les entreprises innovantes.

- Notre investissement pour mieux répondre aux enjeux d'équipement de la Seine-Saint-Denis, et au soutien de nos PME dans cette période économique difficile, est accentué avec l'inscription de 207 millions d'euros au budget, soit une augmentation de 9% par rapport au budget réalisé en 2008.

Enfin, le développement durable n'est pas le grand oublié de cette année 2009. Bien au contraire, nous poursuivons la mise en œuvre de notre agenda 21.

- Chaque année, nous tiendrons des « journées du développement durable » qui s'inscriront dans les acquis de la Biennale de l'Environnement. Avec Josiane Bernard, nous allons faire de cette manifestation annuelle un temps de sensibilisation des habitants, de 7 à 77 ans, autour des enjeux du développement durable, un temps de concertation avec les forces vives du département, et un temps d'information sur notre action. Le Conseil de développement durable y jouera un rôle majeur.

- Nous veillerons à ce que chacun des Conseillers généraux puisse bénéficier des outils permettant de porter cet Agenda 21 localement. Dès le printemps, un kit de réunion cantonale sera mis à disposition afin de faire connaître les enjeux de l'Agenda 21 au plus près du terrain.

- Par ailleurs, le Conseil général va saisir le gouvernement pour que la Seine-Saint-Denis puisse bénéficier des crédits prévus par le Grenelle de l'Environnement pour réaliser des équipements de protection contre les nuisances sonores.

- Une augmentation importante est proposée pour les itinéraires cyclables avec, par exemple, l'achèvement de la ligne des Coquetiers.

- Notre effort est maintenu à un haut niveau pour les espaces verts, avec un investissement de 12 millions d'euros permettant de poursuivre l'aménagement du parc de la Haute-Ile dont 35 nouveaux hectares seront ouverts au public, d'engager la réalisation de la Maison Mandarine au parc de la Courneuve et de la Maison du parc Jean Moulin Les Guilands.

\*\*\*

Priorité à la solidarité, priorité à l'avenir : voilà, mes chers collègues, la feuille de route que je vous propose pour l'année 2009, à la fois pour agir contre la crise et pour préparer la sortie de crise.

Sans aucun doute, la Seine-Saint-Denis et le Conseil général n'ont jamais eu de contexte plus difficile que celui auquel nous sommes confrontés aujourd'hui. Cela ne doit en aucun cas nous décourager. Bien au contraire, cette situation exceptionnelle appelle une mobilisation exceptionnelle de notre part.

Avec une ambition pour la rénovation et la modernisation des collèges, de nouveaux outils pour l'emploi et de nouveaux filets sociaux, une mobilisation inédite en faveur de l'attractivité économique du territoire : je vous propose de faire du budget 2009 un budget de combat.

Je vous remercie.